

Déclaration de la LGO (Tunisie) - traduction révisée

jeudi 1er août 2013, par [LGO](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juillet 2013).

Tous les efforts pour soutenir la mobilisation populaire révolutionnaire !

Suite à l'assassinat du camarade Mohamed Brahmi, le coordinateur général du Courant populaire, leader du Front populaire et membre de l'Assemblée constituante, la Tunisie connaît une vague de protestations populaires massives contre la coalition au pouvoir dirigée par le parti réactionnaire et à la solde de l'impérialisme, Ennahadha.

Des protestations sous forme notamment d'un sit-in populaire devant l'Assemblée constituante pour imposer sa dissolution, un début de prise de contrôle par les avant-gardes révolutionnaires des centres des pouvoirs locaux dans les régions ainsi que des noyaux de pouvoirs populaires révolutionnaires.

A l'instar du pouvoir de Ben Ali qui a été balayé par le soulèvement révolutionnaire, le pouvoir des Frères musulmans tente de faire barrage à la marée populaire en essayant de terroriser les masses insurgées, de paralyser leur volonté, de réprimer leur lutte pacifique et de décourager leurs aspirations de parachever leur révolution afin de concrétiser leur émancipation politique et sociale et concrétiser leurs revendications.

Il a utilisé ses milices et ses groupes "sécuritaires" privés et ceux centralisés dans le dispositif de l'Intérieur.

De ce fait, l'une des tâches primordiales des forces progressistes est de fournir plus d'efforts pour renforcer le mouvement populaire afin de lui permettre de résister à la répression de la coalition au pouvoir, de garantir son expansion populaire et de l'armer de tâches politiques directes qui lui permettront de faire chuter le pouvoir des Frères musulmans.

Ceci permettra aussi au mouvement populaire de déjouer toutes les manœuvres politiques provenant de l'extérieur du cercle de la coalition au pouvoir et qui tendent à contenir la colère populaire et plafonner ses revendications politiques à la question de dégager le gouvernement des Frères musulmans pour faire place à un nouveau gouvernement qui entretiendrait les mêmes intérêts sociaux étroits, cependant sous le slogan trompeur de modernité et de démocratie.

La Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO) considère que le devoir patriotique révolutionnaire exige que les partis et les organisations progressistes et le mouvement syndical et en premier lieu le Front populaire serrent les rangs et mobilisent toutes leurs forces pour :

* Le soutien logistique et en effectifs du sit-in tenu devant l'Assemblée constituante et la consolidation de sa détermination jusqu'au renversement de celle-ci son remplacement par une commission d'experts qui travaillera pendant deux semaines à la révision de la copie de Constitution élaborée jusque-là par l'Assemblée constituante et qui parachèvera sa réécriture à la lumière des consensus entre les différentes parties prenantes et le présenter directement au référendum ;

* Soutenir les conseils populaires régionaux et locaux, garantir leur implantation sur le terrain et leur représentativité démocratique de base et permettre une coordination entre ces structures non seulement en tant qu'instruments d'auto-organisation des masses révoltées qui assureront la

radicalisation du mouvement populaire et serviront de soupape de sécurité pour faire face à toutes les tentatives de le contourner, mais aussi en tant que noyaux du futur pouvoir révolutionnaire ;

* La dissolution du gouvernement de la Troïka et la formation d'un gouvernement restreint, non partisan et pour une durée limitée jusqu'à l'organisation des élections dans un délai ne dépassant pas six mois et qui œuvrera notamment pour :

1. assurer la sécurité publique et protéger les installations et les biens et veiller à démanteler les réseaux de trafic d'armes, les entrepôts de stockage et toutes les milices et les organisations "sécuritaires" des Frères musulmans et salafistes djihadistes, de faire face à toutes les opérations terroristes, y compris les assassinats et de créer un climat de sécurité propice à la tenue d'élections libres et transparentes,
2. prendre les mesures et les dispositions appropriées pour enquêter sur les assassinats et les crimes terroristes et assurer la neutralité de l'administration, des institutions publiques et les lieux de culte et d'examiner les nominations et désignations dans l'appareil d'État,
3. élaborer un plan d'urgence pour la mobilisation générale des ressources financières nationales pour l'autofinancement du programme d'urgence économique et sociale du gouvernement,
4. satisfaire les revendications des masses laborieuses et des jeunes qui ne peuvent plus supporter l'attente, et ce, pour remonter le moral des classes laborieuses et paupérisées et gagner leur adhésion continue au processus révolutionnaire,
5. œuvrer à garantir les conditions appropriées pour stimuler et encourager la production nationale,
6. suspendre l'accord conclu entre le gouvernement de la Troïka et le Fonds monétaire international et la convention de partenariat avec l'Union européenne,
7. préserver les réserves de change et garantir leur bonne gestion,

Par ailleurs, la Ligue de la Gauche Ouvrière continuera à travailler avec constance au sein du Front Populaire pour renforcer ses efforts pour soutenir le mouvement populaire et défendre les revendications des masses laborieuses et tout le peuple tunisien et renforcer son poids politique dans la gestion de la phase actuelle et dans la direction du processus révolutionnaire.

La Ligue de la Gauche Ouvrière considère que le soutien de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) aux revendications populaires, le positionnement franc de celle-ci du côté du mouvement populaire et son soutien continu, seront les garants de la protection et de la continuité de ce dernier, de l'approfondissement de son caractère populaire et de la radicalisation de ses revendications et de sa victoire.

Ligue de la Gauche Ouvrière (LGO)

Tunis, le 29 juillet 2013